

Cote du document: EB 2016/LOT/G.18
Date: 21 novembre 2016
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires pour renforcer l'impact des politiques et des investissements ruraux sur la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'emploi au Proche-Orient et en Afrique du Nord: le Programme d'investissement des pays arabes en faveur de l'élaboration d'un analyseur du développement

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Tarek Kotb
Chargé de programme de pays
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2965
courriel: t.kotb@ifad.org

Abdelkarim Sma
Économiste régional
téléphone: +39 06 5459 2500
courriel: a.sma@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don, telle qu'elle figure au paragraphe 17.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires pour renforcer l'impact des politiques et des investissements ruraux sur la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'emploi au Proche-Orient et en Afrique du Nord: le Programme d'investissement des pays arabes en faveur de l'élaboration d'un analyseur du développement

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. Les révolutions arabes qui ont débuté fin 2010 ont mis en suspens – et dans certains cas fait reculer – les progrès accomplis dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Au moment même où la réalisation des OMD à l'horizon 2015 et la transition vers les nouveaux objectifs de développement durable (ODD) en 2016 nécessitaient un état de paix, les conflits se sont intensifiés en Iraq, en Libye, en République arabe syrienne et au Yémen, leurs effets se propageant à l'Égypte, à la Jordanie, au Liban et à la Tunisie. D'après les estimations effectuées pour l'année 2012, au lieu de baisser de moitié – comme prévu dans l'OMD 1 –, la pauvreté a augmenté pour dépasser le niveau des années 1990, avec plus de 7,4% des habitants de la région vivant dans l'extrême pauvreté et 50 millions de personnes sous-alimentées. Depuis 2012, les conflits se sont intensifiés, entraînant une augmentation de la pauvreté, de l'insécurité alimentaire et du chômage. Les causes profondes des conflits varient considérablement d'un pays à l'autre et se caractérisent souvent par une combinaison de tensions politiques, institutionnelles, économiques et sociales. Les travaux universitaires font état d'un large éventail de facteurs, notamment les tensions ethniques et religieuses, les discriminations, la faiblesse de la gouvernance et des capacités des gouvernements, la concurrence pour les terres et les ressources naturelles, la pression démographique et l'urbanisation galopante. Les pays arabes ont accueilli environ 7 millions de réfugiés en 2014 (soit environ 40% de l'ensemble des réfugiés à travers le monde), le Liban accueillant le plus grand nombre d'entre eux (41% de sa population), suivi de la Jordanie (15%).
2. Des solutions doivent être trouvées de toute urgence pour promouvoir la stabilité et la paix dans cette région de plus en plus fragilisée. Comme cela a été démontré dans une recherche menée conjointement par le FIDA et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), il est essentiel d'éradiquer la pauvreté, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et le chômage pour renforcer la résilience aux conflits dans la région arabe et améliorer les conditions de vie des populations.
3. L'important déficit de données et d'informations rend plus difficiles la conception, la hiérarchisation et l'exécution des investissements qui contribuent à la réalisation des objectifs de lutte contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire et le chômage (ODD 1, 2 et 8 respectivement). La rareté des données sur la région Proche-Orient

et Afrique du Nord est un fait notoire, aussi bien en termes de disponibilité que d'accès. Deuxièmement, peu de pays disposent d'outils de suivi-évaluation rigoureux pour suivre la performance des projets et programmes de développement. Troisièmement, pour que les investissements soient effectués à bon escient, il faut disposer de capacités et d'outils qui permettent de réaliser des évaluations de l'impact rigoureuses. Enfin, les incertitudes quant aux stratégies nationales d'accueil des réfugiés, notamment en ce qui concerne l'impact de ces derniers sur les prix des produits alimentaires, le marché du travail et la prestation de services, rendent plus difficile l'analyse rigoureuse des politiques et des investissements.

4. Afin de résoudre les problèmes posés par le déficit de données et de fournir des éléments probants rigoureux nécessaires pour améliorer la formulation des politiques dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, le FIDA, l'IFPRI et le Programme de recherche sur les politiques, institutions et marchés (PIM) du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale ont mis au point l'Analyseur spatial de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des pays arabes. Cet outil disponible en ligne permet aux utilisateurs de comparer et de surveiller un large éventail d'indicateurs relatifs à la pauvreté et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de découvrir les nouvelles données probantes disponibles sur la région grâce à la publication d'articles bimensuels sur un blog.
5. Les modèles d'équilibre général calculable sont de plus en plus plébiscités dans les pays en développement. Au fil des ans, ces modèles ont nettement contribué à la formulation des politiques, notamment en ce qui concerne le commerce et l'élaboration des politiques dans les domaines agricole, industriel et social. Dans certains cas, les gouvernements et les bailleurs de fonds ont utilisé ce type de modèle pour prendre des décisions et, dans d'autres cas, l'analyse basée sur ces modèles a permis d'orienter les politiques. Par exemple, l'utilisation des modèles d'équilibre général calculable a récemment incité le Gouvernement de la République unie de Tanzanie à lever l'interdiction d'exporter du maïs. Ces modèles ont également servi à: i) préparer les négociations de la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour estimer le coût de l'adaptation aux changements climatiques; ii) hiérarchiser les investissements nationaux et agricoles en Éthiopie; iii) établir des unités de modélisation des politiques et tisser des liens avec des groupes de réflexion locaux pour mener des analyses globales de l'économie; et iv) réaliser des analyses fondées sur les modèles, comme en témoignent les investissements effectués par les gouvernements pour recueillir des données en lien avec les modèles.
6. Le programme proposé, intitulé "Investissement des pays arabes en faveur de l'élaboration d'un analyseur du développement (AIDA)", viendra compléter les données et les fonctions de surveillance de l'Analyseur spatial de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des pays arabes en fournissant des capacités et des outils d'évaluation de l'impact pour la prise de décision dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord. Faisant fond sur le succès du précédent projet, le FIDA et l'IFPRI renforceront avec ce don l'Analyseur spatial de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des pays arabes ainsi que les capacités et les outils d'évaluation de l'impact dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord. L'ajout d'AIDA à la plateforme spatiale des pays arabes permet de répondre aux besoins en matière de politiques et de combler le déficit de connaissances identifié dans le précédent projet.
7. Le programme proposé est conforme au but et aux objectifs de la Politique du FIDA en matière de dons de 2015 et aux objectifs du Fonds visant à faciliter la concertation sur les politiques, les partenariats stratégiques, la gestion des savoirs et la gestion de l'impact. Ce don contribuera à la poursuite de ces objectifs. L'IFPRI a été sélectionné dès l'étape de la note conceptuelle et a été approuvé par le

Comité chargé des stratégies opérationnelles et de l'orientation des politiques compte tenu de sa réputation internationale et de sa solide collaboration avec le FIDA (18 dons mis en œuvre, dont quatre qui sont toujours en cours).

8. Ce don met à profit deux expériences réussies dans la région: le programme de recherche PIM et l'Analyseur spatial de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des pays arabes. La mise en œuvre de ce don permettra de renforcer les partenariats avec d'autres bailleurs de fonds et parties prenantes et de partager l'expérience acquise grâce au travail effectué auprès des populations rurales pauvres pour améliorer leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire. Le FIDA et l'IFPRI joueront un rôle de catalyseur en menant avec les gouvernements de la région Proche-Orient et Afrique du Nord de la concertation fondée sur des données probantes. En plus de montrer l'exemple en soutenant des programmes, ce don permettra au FIDA et à l'IFPRI de présenter aux gouvernements des recommandations solides pour l'établissement d'un cadre politique qui favorise la réduction de la pauvreté rurale et l'amélioration de la sécurité alimentaire. Il s'agit là d'une condition préalable importante pour la réalisation des investissements ruraux, car les contraintes politiques constituent souvent le principal obstacle à l'autonomisation et au bien-être des populations rurales pauvres. Ce don servira notamment à:

- i) identifier et promouvoir des politiques et des investissements qui profitent aux populations rurales pauvres et en situation d'insécurité alimentaire, notamment les institutions communautaires et organisations locales telles que les associations d'agriculteurs et les groupes d'utilisateurs des ressources naturelles;
- ii) intégrer les questions relatives aux jeunes et à l'égalité des sexes et agir en faveur des groupes ruraux;
- iii) améliorer le ciblage des activités de lutte contre la pauvreté rurale pour atteindre et autonomiser les groupes les plus pauvres, notamment les réfugiés; et
- iv) appuyer la transposition à plus grande échelle des projets de développement rural.

Dans la mesure où le FIDA concentrera ses efforts sur les réfugiés dans la région, une attention particulière sera accordée aux communautés hôtes et aux projets connexes au niveau des opérations et des politiques.

II. Le programme proposé

9. L'objectif global du programme est d'influer sur la conception et la hiérarchisation des politiques et des investissements qui permettent aux populations rurales de sortir de la pauvreté et d'assurer leur sécurité alimentaire. Ses objectifs sont les suivants:
- i) identifier des solutions réalisables et des options de conception qui permettent de hiérarchiser, de transposer à plus grande échelle et de mettre à profit les politiques et les projets pour atteindre les ODD, notamment les initiatives en faveur de l'emploi des jeunes;
 - ii) promouvoir et intégrer l'AIDA et les priorités identifiées pour qu'ils deviennent des biens publics et fassent partie intégrante des stratégies et des programmes d'investissement appliqués par les gouvernements et les partenaires; et
 - iii) renforcer la capacité des partenaires locaux à utiliser l'AIDA pour effectuer une évaluation systématique de l'impact et hiérarchiser les politiques et les portefeuilles d'investissement en milieu rural.

10. Le don concerne l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la Tunisie. Le principal groupe cible comprend les populations rurales pauvres, exposées à l'insécurité alimentaire et sans emploi, notamment les réfugiés en Jordanie et au Liban. Le don permettra aux gouvernements, au FIDA et aux autres parties prenantes d'accorder la priorité aux politiques et aux investissements ruraux basés sur des recherches innovantes, des outils analytiques et le renforcement des capacités.
11. Exécuté sur trois ans, le programme comprendra les composantes suivantes:
 - i) développer les savoirs pour améliorer l'impact sur le développement: AIDA;
 - ii) accentuer le plaidoyer et la participation à l'élaboration des politiques: transposer à plus grande échelle l'Analyseur spatial de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des pays arabes; et
 - iii) renforcer durablement les capacités des partenaires: communauté de pratique.

III. Effets/produits escomptés

12. Les effets/produits attendus de ce programme sont les suivants:
 - i) Il fournira un ensemble de lignes directrices et d'outils pour soutenir l'évaluation et la conception de stratégies d'investissement (notamment les programmes d'options stratégiques pour le pays et les notes de stratégie de pays) et de projets d'investissement rural à grande échelle. Ces outils permettront aux parties prenantes: d'évaluer les impacts potentiels sur les investissements; de trouver des compromis entre les lieux et les domaines porteurs; et de mesurer les contributions au FIDA et aux objectifs nationaux tels que la transformation agricole, la réduction de la pauvreté rurale et la création d'emplois (pour les pays d'accueil et leurs populations de réfugiés).
 - ii) Le programme amènera les gouvernements de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban et de la Tunisie, ainsi que leurs partenaires internationaux de développement, à adopter et utiliser de nouveaux outils et directives.
 - iii) Les données factuelles servant à déterminer l'efficacité et l'efficience des investissements ruraux effectués par les gouvernements et leurs partenaires de développement seront renforcées.

IV. Modalités d'exécution

13. Le bureau de l'IFPRI en Égypte sera le principal exécutant du programme, en collaboration avec des partenaires nationaux, régionaux et internationaux. Le programme sera exécuté sur une période de trois ans à compter de la date de signature du don. La gestion et la coordination du programme depuis le bureau de l'IFPRI en Égypte permettront d'assurer une coordination efficace et rentable entre tous les partenaires, notamment entre les quatre pays ciblés. La gestion et la coordination du programme porteront sur les activités de recherche, l'élaboration d'outils, les activités de renforcement des capacités et la communication. Le FIDA facilitera la collaboration avec les chargés de programme de pays dans les pays ciblés et supervisera les activités financées par des dons.
14. Pendant la phase de démarrage, les contributions – en espèces et en nature – des gouvernements et des autres bailleurs de fonds intéressés seront quantifiées par écrit afin d'assurer l'engagement et l'appropriation des parties prenantes, favorisant ainsi la durabilité.
15. Les procédures relatives à la présentation de l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard.

V. Coût et financement indicatifs du programme

16. Le coût total du programme est estimé à 2 000 000 USD. Le FIDA contribuera à hauteur de 1 600 000 USD (80% du budget total) et les contributions en nature au titre du partage des coûts s'éleveront à 400 000 USD (20% du budget total).

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>PIM</i>	<i>Total</i>
i) Développer les savoirs pour améliorer l'impact sur le développement: AIDA	790	175	965
ii) Accentuer le plaidoyer et la participation à l'élaboration des politiques: transposer à plus grande échelle l'Analyseur spatial de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des pays arabes	250	70	320
iii) renforcer durablement les capacités des partenaires: communauté de pratique	400	110	510
iv) Thèmes transversaux	160	45	205
Total	1 600	400	2 000

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement de la Division Stratégie de développement et gouvernance de l'IFPRI</i>	<i>Cofinancement additionnel de l'IFPRI</i>	<i>Total</i>
1. Consultants	660	55	-	715
2. Dépenses de fonctionnement	160	35	-	195
3. Traitements et indemnités	90	80	-	170
4. Ateliers	395	-	45	440
5. Voyages	75	-	-	75
6. Formation	100	-	10	110
7. Coûts indirects	120	145	30	295
Total	1 600	315	85	2 000

VI. Recommandation

17. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Renforcement de l'impact des politiques et des investissements ruraux sur la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'emploi au Proche-Orient et en Afrique du Nord: le Programme d'investissement des pays arabes en faveur de l'élaboration d'un analyseur du développement, accordera un don d'un million six cent mille dollars des États Unis (1 600 000 USD) à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, pour une durée de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	The project influences policy and investment decisions of national and international policy makers and thereby positively impacts incomes and improves food and nutrition security of up to 16 million rural poor in Egypt, Tunisia, Lebanon and Jordan.	<ul style="list-style-type: none"> - Minimum 3 cases where the project directly contributed to the development of national strategies, policies and rural investments plans. 	<ul style="list-style-type: none"> - Analysis/screening of country strategies, programs and rural development projects' design documents. - Written feedback from national stakeholders and international organizations. 	<p>Relative political stability in the case study countries.</p> <p>Openness of national and international partners in enhancing their strategies, policies and investment plans.</p>
Objectives	<p>To enable policy makers, analysts and other stakeholders to use the analytical toolsets developed by the project and the results produced by these tools for evidence-based policy and decision making</p> <p>To create a culture of evidence-based dialogue and the use of evidence-based information in the design of country strategies, development projects and investment decisions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Minimum 3 cases where AIDA/ArabSpatial is actively and independently used and applied by local partner institutions to shape policy and investment decisions. - Minimum 3 cases where local partners actively use and promote AIDA-based evidence for policy dialogue and communications 	<ul style="list-style-type: none"> - Institutional reviews, surveys and tests among local partners. - Stakeholder interviews, media reports (TV, newspapers). 	
Outcomes/Outputs	<p>AIDA toolset is actively used by policy makers, analysts and the public to evaluate rural policy and investment options.</p> <p>Policy and investment guidelines and recommendations are widely known in all participating countries.</p> <p>AIDA tools can be updated, adjusted and applied to changing conditions by local partners.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Minimum 3 cases where the project directly provided inputs to the design of rural development interventions by IFAD and other international/national actors (e.g., COSOPs and CSNs). - Minimum of 500 active AIDA users per year. - Minimum 20 policy blog stories published per year with recommendations as to how to improve food and nutrition security in Arab countries. - Minimum 5,000 policy makers and other stakeholders read the 	<ul style="list-style-type: none"> - AIDA online. - Workshop reports, online statistics and records. - Stakeholder feed backs and participants' self-assessments. - Training workshop assessments - Publications. 	<p>Sufficient buy-in by IFAD-funded country programs and partners in the proposed activities is achieved.</p> <p>Culture of knowledge sharing and learning in participating projects.</p> <p>Availability of national collaborators with adequate capacity, or their willingness and ability to develop their capacity.</p>

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
		<p>recommendations.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Minimum 4 seminars/conferences organized and materials published. - Minimum 3 training workshops. - Minimum 7 policy briefs, guidelines, peer-reviewed journal articles, and discussion papers published. 		
<p>Key activities by component</p>	<p>Component 1:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Investment guidelines - Spatial, dynamic economic models - Online simulations and spatial reporting <p>Component 2:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Partnership mapping, theory of policy change and influence - Extended Arab Spatial platform, briefs, media and social media for policy influence and impact - Seminars and high-level conference <p>Component 3:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hands-on capacity building workshops - Online tutorials - Policy papers 	<ul style="list-style-type: none"> - Investment guideline published: - 4 AIDA toolkits developed for Egypt, Tunisia, Lebanon and Jordan with easy and open access. - AIDA-based and country specific recommendations published for each country. - 4 activity partnership mapping meetings - AIDA data and toolkit is published online and Arab Spatial website and related knowledge products are updated and published. - 4 high-level conferences to disseminate results and influence policy makers. - Minimum 4 seminars/trainings on AIDA at IFAD HQ and in-countries. - Minimum 7 policy briefs, peer-reviewed journal articles, and discussion papers published. 	<ul style="list-style-type: none"> - Analysis/screening of website statistics. - User surveys. - Number of publications. - Website statistics. - Media analytics and screening. - Number of seminars conducted and materials published. - Workshop reports and records. - Stakeholder feed backs and participants' self-assessments. 	